

Rapport d'activités 2016

Les Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud est une branche des Jardins de Cocagne, une coopérative participative genevoise de production et de distribution de légumes biologiques, née en 1978 et regroupant 400 familles membres.

Depuis 1984, l'association accompagne directement, et dans la durée, des organisations paysannes et des communes dans la région du bassin du fleuve Sénégal.

Les projets visent non seulement le développement de l'agriculture familiale dans un souci de souveraineté alimentaire, mais aussi des formes démocratiques d'organisation sociale et la défense des droits des paysans et paysannes. Ils renforcent les liens sociaux et favorisent la solidarité.

Nous innovons cette année avec un rapport abcdéaire!

A vous de commencer par la lettre qui vous plaît et de sauter de lettre en lettre selon votre envie!

A : Afrique. La région du bassin du fleuve Sénégal est loin des capitales du Sénégal, du Mali et de la Mauritanie et souvent délaissée par les autorités politiques des Etats centraux. Depuis la décentralisation des années 1990, les collectivités publiques régionales (surtout les communes) ont gagné en autonomie, leurs tâches ont augmenté. Malheureusement, les moyens à leur disposition n'ont pas suivi en conséquence. Malgré les difficultés, la région bouge.

Beaucoup de jeunes et des femmes prennent des choses en main, développent des activités économiques, créent des coopératives et des associations pour faire évoluer la production (surtout agricole et l'élevage, voir l'exemple de Maréna) et le commerce. Malgré cela, des secteurs importants de la population souffrent de pauvreté, d'un taux d'analphabétisme élevé, de peu d'accès aux services de base et d'une insécurité alimentaire. Les villages peuvent être inaccessibles pendant la saison des pluies, les routes sont souvent mauvaises.

Autre enjeu : la migration. Traditionnellement, de jeunes hommes de la région partaient travailler ailleurs en Afrique ou quelques années dans les usines de Paris, remplacés ensuite par un autre membre de la famille. Ces migrants, regroupés dans des foyers, renvoyaient de l'argent à leur famille et à leur commune d'origine pour des infrastructures. Ils continuent d'ailleurs de contribuer financièrement à certains projets comme Koussané et Maréna. Toutefois, un changement de loi en France dans les années 1990 a mis fin à la migration tournante avec ses permis de séjour. Elle

est devenue clandestine. Actuellement, nos partenaires nous racontent que beaucoup de jeunes de la région meurent en route pour l'Europe, abandonnés par des passeurs dans le désert, ou se noyant dans la Méditerranée.

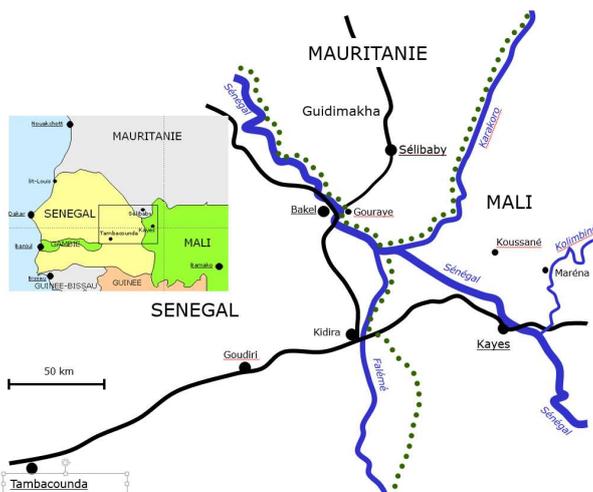
C'est aussi pourquoi nous tenons à soutenir la création d'opportunités économiques pour les gens sur place, surtout dans le domaine agricole. En 2016 nous avons soutenu quatre projets : les Caisses locales d'épargne et de crédit (CLEC, voir C), la commune de Koussané (voir K), les maraîchers de Maréna (voir M) et le projet VIH/sida (voir V).

B : Boulaz Serge. Nouveau membre du comité, Serge est photographe (entre autre activités) et a réalisé à l'époque les photographies de notre exposition, brochure et affiches : « 3 milliards de paysans nourrissent le monde. » Avec lui, nous élaborons le canevas d'un nouveau concept d'information sur les semences, un enjeu principal de la souveraineté alimentaire.

C : CLEC (Appui aux caisses locales d'épargne et de crédit dans les départements de Bakel et de Goudiry, Sénégal). Des banques locales, organisées et gérées au niveau des villages, permettent de garder l'épargne et de la rendre moteur du développement au travers de prêts pour des activités économiques (agriculture, artisanat, commerce, ...). Aujourd'hui, il y a 16 caisses drainant 1,6 millions de CHF d'épargne et ayant déjà réalisé 1'605 prêts (1,5 millions CHF) avec un taux de remboursement de 98%.

Assemblée générale

L'AG de Jardins de Cocagne -
Solidarité Nord et Sud aura lieu le
mardi 9 mai à 20h chez Serge
Boulaz, av. d'Aire 128, 1203 Genève



D : Djigui Sembe. Il y a les Jardins de Cocagne à Genève, mais également un petit frère à Tambacounda, au Sénégal: le jardin de Djigui Sembe, association de personnes vivant avec le VIH et qui travaille étroitement avec l'Association Clinique Counselling de l'Hôpital de Tambacounda. Avec un terrain clôturé de 600 m², un puits et une pompe à eau, les membres pourront cultiver des légumes et les vendre afin d'améliorer leur revenu.



Jardin de Djigui Sembe à Tambacounda

E : Ecoles. Pierrette et Annette ont animé deux interventions dans des classes d'apprenti-e-s (CEC André Chavanne et Ecole de mécanique). Elles ont utilisé un powerpoint pour présenter les Jardins de Cocagne à Genève et les jardins maraîchers au Sénégal. Ensuite elles ont engagé un débat sur les thèmes : souveraineté alimentaire / sécurité alimentaire. Souvent le débat s'est orienté vers la situation des paysans en Suisse. Les remarques des élèves étaient très intéressantes et l'ambiance positive.

F : Fédération genevoise de coopération. Grâce à la FGC qui réunit une soixantaine d'associations genevoises et dont nous sommes membre depuis plus de 30 ans, nous avons pu soutenir en 2016 les projets de Maréna, de Koussané, des CLEC et de lutte contre le VIH. Nous remercions les partenaires financiers de la FGC qui ont fourni cet appui : la DDC (Confédération), l'Etat et la Ville de Genève, Carouge, Grand-Saconnex, Versoix et Veyrier. Nous avons également participé aux assemblées générales et à différents groupes de travail de la FGC. L'année 2016 a été le 50e anniversaire de la FGC, marqué par de nombreuses festivités. Notre comité a collaboré à la préparation du livre « Genève, l'esprit solidaire, 1966-2016 », éditions Slatkine, sorti en janvier 2017, et que nous recommandons à nos lecteurs.

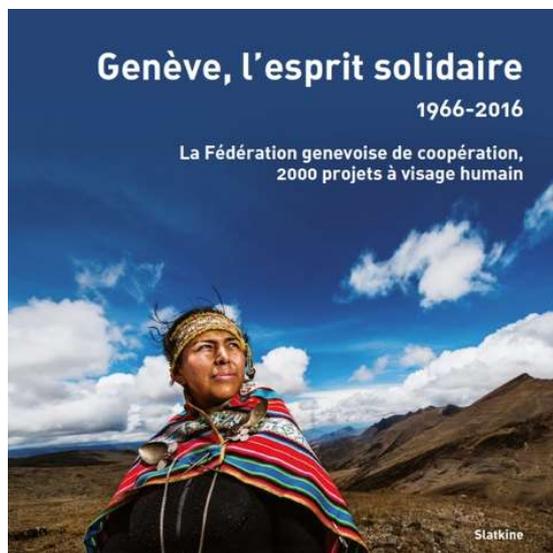
G : Gaudin Pierrette. Après bien des années d'activité au Comité, Pierrette a décidé de se retirer. Nous regretterons son accueil si convivial dans sa maison originale et ses remarques pertinentes, sans compter sa disponibilité constante. Merci Pierrette !

H : Hivernage. On désigne par ce terme la saison des pluies de juin à octobre. La faiblesse et l'irrégularité des pluies constituent dans le Sahel le principal obstacle au développement de l'agriculture. Retenir l'eau qui coule trop brièvement dans les rivières peut constituer une solution, en particulier pour augmenter la production maraîchère. Les Jardins de Cocagne soutiennent depuis 20 ans la construction de barrages sur la rivière Kolimbiné, un affluent malien du fleuve Sénégal.

I : Information. Brigitte Studer et Michael Rodriguez, journaliste, ont participé en janvier 2016 à une rencontre de capitalisation de trois jours des associations impliquées dans notre projet VIH. Elle a permis la rédaction d'une brochure de 20 pages « La lutte contre le VIH n'a pas de frontière », un outil pour nos partenaires du Sud et pour faire connaître notre projet à Genève.



Rencontre des organisations partenaires



Livre d'anniversaire. Disponible auprès des Editions Slatkine, 168 pages (CHF 29.-).



Version papier ou électronique disponible gratuitement sur simple demande à solisud@cocagne.ch

J : Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud. Le comité est composé de Brigitte Studer (présidente), François Aubert, Serge Boulaz, Alfred Brungger, Reto Cadotsch, Gail Hunter et Annette Zimmermann. Il s'est réuni 8 fois en 2016 en plus de nombreuses séances de travail sur des projets spécifiques. Il a accompagné les projets sur le terrain et a assuré un travail d'information à Genève.

K : Koussané, développement de l'agriculture familiale et renforcement de la sécurité alimentaire. Un des plus anciens partenaires des Jardins de Cocagne, cette commune malienne de plus de 20'000 habitants concentre tous les handicaps du Sahel : elle est vaste avec 28 villages éloignés d'une centaine de kilomètres et sans lien routier, elle souffre des affres de la sécheresse, n'ayant accès à aucun cours d'eau pérenne et elle ne dispose que de peu de moyens financiers.

Sa principale source financière réside dans la migration (1130 hommes, 5% de la population totale), principalement vers la France, organisée en associations pour venir en aide aux familles et, en partenariat avec le conseil communal, pour participer au développement économique et social du territoire. En revanche, la migration prive aussi la commune de têtes et de bras et précieux.



Le micro-barrage



Formation maraîchère, novembre 2016

Depuis 2003, les Jardins de Cocagne soutiennent la démarche du conseil communal et de la société civile pour mettre en place des programmes visant l'amélioration des conditions de vie et de la production économique. Le programme actuel a entre autres permis en 2016 de réaliser deux barrages retenant l'eau des pluies, de confectionner des ouvrages de protection des parcelles contre l'érosion et d'expérimenter des modes d'élevage bovins plus productifs (amélioration de la race par l'insémination, mise en place d'étables...).

L : Luites paysannes. La pression sur les paysans est forte. L'agriculture industrielle veut vendre ses semences, ses engrais et pesticides... et finalement prendre les terres des paysans pour y produire des agro-carburants ... et de transformer les paysans en ouvriers agricoles ... sur leurs propres terres. Au Sénégal et au Mali, la lutte contre l'accaparement des terres est forte, quelques paysans y ont laissé leur vie. Les paysans de nos projets ont participé à plusieurs reprises aux foires aux semences organisées au Sénégal par nos partenaires. Ils ont aussi renforcé la lutte contre les maladies et les ravageurs des cultures par des moyens naturels et biologiques, loin de la chimie. Voir aussi la mobilisation pour la déclaration des droits des paysans à Genève à la dernière page.

M : Maréna, Association des Planteurs et Maraîchers. Depuis plus de 10 ans les paysans de ce village proche de la rivière Kolimbiné, au Mali, cultivent des légumes sur les berges. Mais l'eau ne reste dans le cours d'eau que quelques semaines. Aussi ils creusent chaque année des trous dans le lit de la rivière pour prolonger la présence de la précieuse eau. Avec l'appui des Jardins de Cocagne, deux micro-barrages ont été construits, retenant l'eau sur toute l'année. La mobilisation de la Commune a été massive : 40 manœuvres par jour et 200 le dimanche.

En 2016, ce sont plus de 1000 producteurs qui cultivent toute l'année des légumes et des fruits, apportant des ressources monétaires significatives en particulier aux femmes et constituant une réelle alternative au départ des jeunes vers la migration. Des magasins de stockage d'oignons ont été mis en place, mais il a fallu trouver des parades aux termites qui ont attaqué le bois des étagères et à une tornade qui a arraché un toit!



Avant ...

N : NON aux OGM! Le gouvernement sénégalais s'est prononcé en faveur de l'introduction des semences OGM et on craint un vote automatique des députés de l'Assemblée Nationale. Différentes organisations demandent au Président de la République de consulter les paysans, aux députés de ne pas voter la loi révisée sur la biosécurité et aux paysans et associations paysannes de se mobiliser massivement pour rejeter les OGM.

O : Or. En quelques années, le Mali et le Sénégal sont devenus des producteurs africains d'or importants, les régions où interviennent nos partenaires étant les principales destinations de cette ruée vers le précieux métal. Les conséquences sociales et environnementales sont catastrophiques : le travail est dangereux, avec ses techniques d'extraction rudimentaires, du mercure est rejeté directement dans les cours d'eau, les terres agricoles sont détruites, les arbres utilisés pour renforcer les galeries. Les sites exploités ne sont pas réhabilités; les éboulements occasionnent des accidents mortels et il n'y a pas d'application ou de suivi adéquat des mesures de protection de l'environnement. Une des conséquences directes de ces chantiers est la prostitution galopante et le développement des maladies sexuellement transmissibles. Il s'agit d'un véritable problème de santé publique, de sécurité et de vulnérabilité ; au profit du gain immédiat qui attire les acteurs, c'est l'avenir de toute la communauté qui est compromis.



... et pendant les travaux à Maréna

Une des conséquences directes de ces chantiers est la prostitution galopante et le développement des maladies sexuellement transmissibles. Il s'agit

Ce thème a été traité lors de la rencontre annuelle des partenaires de notre projet VIH au début de 2017 : On a cité le cas du village de Sambayayi, dans la commune de Medina Foulbé au Sénégal, qui ne connaissait que l'agriculture et l'élevage. Il regroupait en 2015 moins de 700 habitants, mais compte à présent, avec la ruée vers l'or, plus de 10'000 personnes de différentes nationalités. On estime que quelque 45% des jeunes en âge d'aller à l'école ont abandonné celle-ci pour des mines artisanales. De jeunes filles préfèrent gagner l'argent facilement, mais à quel prix... La plupart des jeunes hommes sont sous l'effet de stupéfiants; on raconte que cela donne du courage avant de pénétrer les entrailles de la terre...



Eau de la rivière Falémé polluée par les produits toxiques

P : Plateforme de la Souveraineté Alimentaire de la FGC.

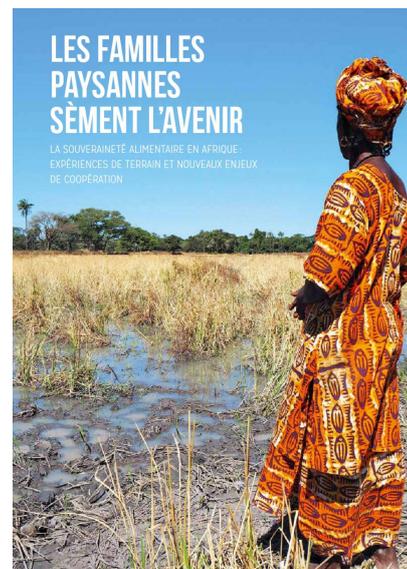
(www.souverainetealimentaire.ch). Neuf associations de la FGC, dont la nôtre, ont collaboré à cette plateforme. Suite à des études et des ateliers en Afrique (Ouest, Grands Lacs et Centrale) ainsi qu'à différents échanges à Genève, les bonnes expériences et aussi les difficultés rencontrées par les différents partenaires ont formé la base d'une publication de 98 pages : « Les familles paysannes sèment l'avenir. La souveraineté alimentaire en Afrique – expériences de terrain et nouveaux enjeux de coopération. » Les chapitres, richement illustrés, s'intitulent « Partager la terre », « Cultiver », « S'organiser » et « Se mobiliser ». Deux des vingt fiches descriptives portent sur nos projets, « Des jeunes préfèrent le maraîchage à l'émigration » (Maréna) et « Au Sénégal, les oignons locaux ont la priorité » (UPHORBAK, l'Union des horticulteurs de Bakel). Des pistes sont esquissées pour améliorer les pratiques.

Q : Questions : Dans l'introduction de la publication « Les familles paysannes sèment l'avenir », Reto Cadotsch, questionné sur les axes de lutte prioritaires de la souveraineté alimentaire au Nord, répond (extraits) :

« La lutte contre l'industrialisation et la centralisation des pouvoirs techniques est l'enjeu le plus évident, au Nord comme au Sud. L'alliance primordiale consiste à défendre le droit aux semences et la préservation de la démocratie agricole. »

« Au niveau mondial, 70% à 80% de la nourriture sont fournies par les petits paysans. Eux seuls peuvent garantir l'avenir. Le modèle industriel est un cul de sac. Il est destructif, son but n'est pas la nourriture, mais les gains des marchés. »

« Si les mangeurs et les producteurs recréent des liens directs, un retour très rapide à une souveraineté alimentaire est possible. »



Disponible gratuitement pour des partenaires du Sud; CHF 15.-au Nord. Commandes :

info@souverainetealimentaire.org

R : Relais. Dans la prévention du VIH, les personnes relais sont le maillon central. Ce sont des femmes et des hommes jouissant d'une bonne reconnaissance dans leurs villages ou dans leur corps de métiers (chauffeurs, travailleuses du sexe) ou parmi des jeunes. Les relais sont formés au départ et bénéficient d'un appui continu de la part de nos partenaires. Ils font monter les besoins du terrain et trouveront la manière adéquate de s'adresser à leurs pairs. Pour ces sensibilisations, il s'avère essentiel de tenir compte des structures sociales et des autorités tant coutumières qu'administratives sur place.

S : Solidarité: Dans les années 1980, Reto Cadotsch, un des fondateurs de Cocagne et également étudiant à l'IUED à Genève, a donné des cours de maraîchage à des migrants africains qui travaillaient à Paris. Certains voulaient retourner au pays avec le projet d'améliorer les conditions de vie de leur région. Ils ont fondé des associations paysannes pour assurer une production de nourriture suffisante. Reto et d'autres ont eu envie de les soutenir. C'est ainsi qu'est née notre association qui, depuis 1984, a appuyé plus de 60 projets mis en place par ces anciens migrants et d'autres. Nous tenons à relever que tous les groupements soutenus ont continué leurs activités après la fin de notre appui, que ce soit de manière autonome ou en trouvant de nouveaux partenaires financiers.



Les relais de Kéniéba près de Kayes au Mali

T : Terre: Nous partageons avec nos partenaires un attachement commun à la terre, à l'agriculture familiale, à la dignité des paysans. La terre n'est pas une marchandise! Nos partenaires continuent d'être actifs dans la lutte contre l'accaparement des terres en ouvrant les yeux des maires et des populations des villages sur le danger de vendre ou de prêter la terre à des entreprises ou à des collectivités publiques étrangères contre de vaines promesses d'écoles ou de routes.

U : Uniterre, organisation syndicale suisse qui défend le droit des paysans et dont Jardins de Cocagne fait partie. Nous avons des liens étroits avec la Commission internationale d'Uniterre et avons continué de suivre en 2016 l'évolution du projet « Renforcement des réseaux d'échange entre paysans pratiquant l'agro-écologie au Sénégal » de leur partenaire, l'Association sénégalaise des producteurs de semences paysannes (ASPSP). A travers son affiliation à Uniterre, Jardins de Cocagne fait partie de la Via Campesina, organisation internationale qui regroupe environ 164 organisations locales et nationales dans 73 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques et représente environ 200 millions de paysannes et de paysans. La Via Campesina et d'autres ont proposé au Conseil des Droits de l'Homme de rédiger une Déclaration internationale de l'ONU sur les droits des paysans. On espère qu'elle sera adoptée en 2018. Elle inclut le droit au revenu, à la terre, aux semences, aux prix justes. Une semaine de mobilisation aura lieu à Genève du 15 au 19 mai 2017 (v. dernière page).

La souveraineté alimentaire désigne le droit d'une population, d'une région ou d'un pays à définir sa politique agricole et alimentaire, sans dumping de prix vis-à-vis des pays tiers (droit aux semences paysannes, à l'eau et à la terre, aux moyens de production et au crédit)

V : VIH/sida. En 1998, notre partenaire Baganda Sakho avait organisé une grande journée d'information près de Tambacounda au Sénégal pour des villageois touchés par cette pandémie. Depuis, notre association a soutenu les actions de plusieurs partenaires dans la région, tant du côté du Sénégal, que de la Mauritanie et du Mali. En 2016, la FGC a accepté une nouvelle phase de 3 ans de ce programme de lutte contre le VIH/sida. La société Capital International a également décidé de contribuer au volet des activités génératrices de revenu.

L'Association Clinique Counselling de Tambacounda est exemplaire dans la région en assurant un suivi régulier et un accompagnement des personnes touchées. Tous les partenaires travaillent sur la prévention, l'information et la sensibilisation, notamment des jeunes, et le plaidoyer pour contrer les tabous et l'exclusion. Cela à travers des 'causeries', du théâtre, des films, de grandes mobilisations populaires, des émissions radios, etc. Une attention particulière est



« Non au SIDA », journée organisée à Gouraye, en Mauritanie, sur le dépistage et la lutte contre la stigmatisation. Notre partenaire, ANDELP, y a participé.

portée au soutien des orphelins et des enfants vulnérables. Djigui Sembe, association de personnes vivant avec le VIH présente dans cinq départements de la région de Tambacounda, offre des espaces de parole, d'échange et d'entraide.

W : Wali, gouverneur d'un territoire (wilaya). En Mauritanie, où le travail sur le VIH butait sur des tabous ancestraux, la bonne disposition des walis et leur participation positive à des événements était garante de progrès dans la sensibilisation concernant la pandémie. D'ailleurs, tous les partenaires de notre projet VIH/sida ont relevé l'importance d'impliquer les autorités religieuses, traditionnelles et politiques dans les projets.

X, Y : Combien de personnes sont touchées par nos projets actuels?

- Caisses d'Epargne et de Crédit (CLEC) : 2'109 sociétaires dont 210 groupements, 806 femmes et 1'093 hommes.
- Koussané : quelque 2000 membres des organisations de base de la commune ainsi que 400 paysans et éleveurs.
- Maréna : 1'000 maraîchers
- VIH : 6'000 personnes plus directement et 40'000 personnes sensibilisées

Z : dernier lettre du nom de notre ami, Michaël Rodriguez, journaliste, qui a fait plusieurs voyages dans notre région. En 2016 Michaël a assumé la rédaction de la publication ambitieuse « Les familles paysannes sèment l'avenir » et a rédigé notre brochure « La lutte contre le VIH n'a pas de frontière ».

Mobilisation: la déclaration des droits des paysans - à bout touchant!

Ensemble pour la DÉCLARATION
des DROITS des PAYSANS de l'ONU



La 4^{ème} session de négociation entre Etats, avec la participation de la société civile, se tiendra du 15 au 19 mai 2017. Il se pourrait que ce soit la dernière occasion pour les Etats, comme pour la société civile, de faire des commentaires sur le texte de la Déclaration des droits des paysans. Ensuite, la Déclaration pourrait ainsi être votée par l'Assemblée générale du Conseil des Droits de l'Homme en 2018 déjà, au plus tard en 2019.

Une mobilisation indispensable du 15 au 19 mai 2017

Toutes les informations sur les événements de la semaine de mobilisation sur le site d'Uniterre, www.uniterre.ch

Les projets sont financés à travers la Fédération genevoise de coopération (FGC) par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), le Canton de Genève, la Ville de Genève et plusieurs communes genevoises. La coopérative met 1% de son chiffre et des coopérateurs et d'autres amis appuient nos projets par leurs dons.

Nous remercions tous et toutes de leur soutien.

Les Jardins de Cocagne –
Solidarité Nord et Sud
66, ch. des Plantées
1285 Ségégnin – Athenaz

www.cocagne.ch - solisud@cocagne.ch
CCP 30-175347-2

Membre de la
Fédération
genevoise de
Coopération
(FGC)

FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION